

F. 93 — 2218

**20 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1**

Le Gouvernement de la Communauté française,  
Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 40;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;  
Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 29 juin 1993;  
Vu le protocole du 29 juin 1993 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Arrête :

**CHAPITRE 1er. — *Champ d'application***

**Article 1er.** Le présent arrêté s'applique à l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.

**CHAPITRE II. — *Définitions***

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° section : une section de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

3° unité de formation : une unité de formation de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

4° activités d'enseignement :

a) les cours théoriques, les séances d'application, les travaux pratiques, les laboratoires, les activités didactiques, les projets et les autres activités organisés en application des dossiers pédagogiques;

b) les travaux et projets de fin d'études d'unités de formation;

c) les stages prévus aux dossiers pédagogiques, organisés individuellement ou en groupe, dûment encadrés et évalués;

d) les activités professionnelles d'apprentissage, dûment encadrées et évaluées;

e) les sessions, les épreuves et tests;

f) la part supplémentaire :

5° activités professionnelles d'apprentissage : toute activité professionnelle réalisée en collaboration avec les milieux professionnels, reconnue et évaluée par le Conseil des Etudes conformément aux dossiers pédagogiques

6° session : une période de l'année au cours de laquelle se déroule l'éventuelle évaluation finale d'une unité de formation ou d'une section, la délibération et la communication des résultats aux étudiants;

7° épreuve : une opération d'évaluation globale portant sur l'ensemble des compétences, liées à une unité de formation, qui devraient être acquises au moment de l'opération considérée;

8° test : une opération d'évaluation ponctuelle portant sur des capacités bien délimitées;

9° premier dixième : date à laquelle un dixième des périodes prévues au dossier pédagogique d'une unité de formation ont été effectivement organisées;

10° cinquième dixième : date à laquelle la moitié des périodes prévues au dossier pédagogique d'une unité de formation ont été effectivement organisées;

11° unité déterminante : toute unité de formation qui est répertoriée au dossier pédagogique de la section comme participant directement aux compétences évaluées lors de l'épreuve intégrée si elle existe, et qui est prise en compte pour la détermination de la mention apparaissant sur le titre d'études;

12° part supplémentaire : les cours visés à l'article 36 du décret;

13° dossiers pédagogiques : les dossiers pédagogiques tels que définis par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, tel que modifié;

14° le Ministre : le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

**CHAPITRE III. — *Des activités d'enseignement de l'horaire minimum***

**Art. 3.** Dans les dossiers pédagogiques, ces activités d'enseignement sont mentionnées en nombre(s) de périodes de 50 minutes.

**Art. 4.** L'ensemble des activités d'enseignement visées à l'article 3, peut être organisé en tranches horaires. Une tranche horaire comporte au minimum 50 minutes et peut être prolongée d'un nombre quelconque de minutes.

**CHAPITRE IV. — *Des étudiants***

**Art. 5.** Ne peut être admis dans une unité de formation comme étudiant régulier au sens de l'article 35 du décret du 16 avril 1991 que l'étudiant qui répond, au premier dixième de l'unité de formation, aux conditions fixées par le présent arrêté et par les autres dispositions légales et réglementaires en la matière et qui participe de manière assidue aux activités d'enseignement.

**Art. 6.** Un étudiant satisfait à la condition d'assiduité prévue par l'article 5 s'il ne s'absente pas, sans motif valable, de plus d'un dixième des activités, d'enseignement dont il n'est pas dispensé.

En tenant compte du règlement d'ordre intérieur de l'établissement, le chef d'établissement, ou son délégué en cette matière, apprécie la validité du motif d'absence.

Pour l'octroi des subventions de fonctionnement dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française, l'étudiant doit en outre avoir satisfait à la condition d'assiduité entre le premier et le cinquième dixièmes.

**Art. 7.** Le Conseil des études peut dispenser un étudiant, à la demande de celui-ci, d'une partie des activités d'enseignement d'une unité de formation dans la mesure où il a suivi avec succès des activités d'enseignement couvrant des capacités au moins équivalentes. Toutefois, cet étudiant est soumis à une épreuve portant sur ces capacités.

Les décisions de dispense des activités d'enseignement sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du Conseil des études. Ce procès-verbal est conservé au siège de l'établissement pendant deux ans et doit pouvoir être présenté à tout moment aux membres des Services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

L'étudiant qui est dispensé d'une partie des activités d'enseignement est considéré comme étudiant régulièrement inscrit et répondant à la condition d'assiduité pour ces activités d'enseignement de l'unité de formation.

#### CHAPITRE V. — Des conditions d'admission dans une unité de formation

**Art. 8. § 1er.** Les capacités préalables requises pour l'admission dans une unité de formation, ou les titres qui peuvent en tenir lieu, sont précisés aux dossiers pédagogiques des unités de formation, conformément à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 susvisé.

Le Conseil des études peut estimer qu'un ou plusieurs titres d'études, autres que ceux visés à l'alinéa 1er, tiennent lieu des capacités préalables requises.

Les documents délivrés par les centres ou organismes de formation reconnus, visés à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1993 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, peuvent, sur décision du Conseil des études, tenir lieu de preuve des capacités préalables requises visées à l'alinéa 1er.

De même, ledit Conseil peut prendre en compte des documents justifiant d'une expérience professionnelle pour reconnaître que le candidat possède les capacités préalables requises.

Lorsque l'intéressé ne peut se prévaloir d'aucun titre ou document ou lorsque le Conseil des études les juge insuffisants, celui-ci procède à la vérification desdites capacités par des épreuves ou des tests.

§ 2. Le Conseil des études vérifie avant le 1er dixième si les conditions d'admission sont remplies. Pour tout étudiant qui s'inscrit au-delà de cette date, cette vérification s'effectue dès l'inscription.

§ 3. Aucun test ni épreuve n'est prévu pour l'admission à l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée ».

§ 4. Le Conseil des études peut, sur décision motivée, autoriser un étudiant qui possède l'attestation de réussite d'une unité de formation à s'y réinscrire.

**Art. 9.** Les décisions prises par le Conseil des études en vertu de l'article 8 sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par chacun des membres du Conseil.

Les procès-verbaux sont conservés pendant deux ans au siège de l'établissement et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

#### CHAPITRE VI. — Des conditions de participation à l'épreuve intégrée

**Art. 10.** Est autorisé à participer à l'épreuve intégrée l'étudiant régulièrement inscrit à l'unité de formation « épreuve intégrée » et qui est titulaire des attestations de réussite de toutes les autres unités de formation constitutives de la section, quel que soit l'établissement de promotion sociale qui a délivré ces attestations. Le délai maximum entre la délivrance desdites attestations et leur prise en compte pour la participation à l'épreuve intégrée est précisé au dossier pédagogique de l'unité de formation « épreuve intégrée ». Les modalités et le délai d'inscription à cette épreuve sont fixés par le Conseil des études et communiqués aux étudiants.

**Art. 11.** Dans les mêmes conditions, sont également prises en considération pour la participation à l'épreuve intégrée les attestations de réussite d'unités de formation délivrées sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 juillet 1993 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

#### CHAPITRE VII. — De la sanction d'une unité de formation autre que l'« épreuve intégrée »

**Art. 12.** Lors de la délivrance de l'attestation de réussite, le Conseil des études prend uniquement en compte l'horaire minimum y afférent, tel qu'il est précisé dans le dossier pédagogique visé à l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 précité.

**Art. 13.** L'attestation de réussite est délivrée par le Conseil des études pour des compétences correspondant aux capacités terminales de l'unité de formation telles que fixées dans le dossier pédagogique.

Pour ce faire, ledit Conseil délibère en tenant compte :

1° des éléments d'évaluation formative et continue relevés par lui;

2° des documents délivrés par les centres et organismes de formation reconnus visés à l'article 8 du présent arrêté, des acquis professionnels ou des éléments de formation personnelle, dûment vérifiés.

**Art. 14.** L'attestation de réussite de l'unité de formation est accordée à l'étudiant qui fait la preuve qu'il maîtrise à un niveau suffisant les compétences correspondant aux capacités terminales de cette unité, telles que précisées au dossier pédagogique.

**Art. 15.** Le Conseil des études décide de la réussite de l'étudiant en tenant compte du niveau d'acquisition de l'ensemble cohérent de connaissances et/ou de savoir-faire et de savoir-être que forme l'unité et non de chacune des activités d'enseignement qui la composent.

L'attestation de réussite délivrée à l'étudiant mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 50.

Le degré de réussite résulte de l'évaluation continue, éventuellement complétée par l'évaluation finale de chaque activité d'enseignement.

**Art. 16.** Le Conseil des études peut ajourner ou refuser un étudiant. Dans ce dernier cas, la décision doit être motivée. En cas d'ajournement, le Conseil des études fixe les matières faisant l'objet de la seconde épreuve ainsi que la date de cette dernière.

#### CHAPITRE VIII. — De la sanction d'une unité de formation « épreuve intégrée »

**Art. 17. § 1.** L'unité de formation « épreuve intégrée » est sanctionnée par une épreuve qui a un caractère global et qui peut prendre la forme d'une mise en situation, d'un projet, d'un travail de synthèse, d'une monographie ou d'une réalisation pratique commentée.

Cette épreuve a pour objectif de vérifier si l'étudiant maîtrise, sous forme de synthèse, les capacités couvertes par les unités déterminantes mentionnées au dossier pédagogique de la section.

§ 2. L'épreuve intégrée est présentée devant le Conseil des études.

Elle ne comporte pas d'interrogations systématiques sur la connaissance des matières enseignées dans chaque unité constitutive de la section mais bien sur les fondements théoriques des solutions choisies.

Lorsque certaines unités de formation déterminantes comprennent de la pratique professionnelle, du laboratoire ou des cours techniques et de pratique professionnelle, des interrogations portant obligatoirement sur ces activités.

**Art. 18.** Le Conseil des études fixe les modalités de déroulement de l'épreuve, étant entendu que celle-ci peut se réaliser en une ou plusieurs phases.

Le Conseil des études fonde son appréciation sur la base de critères préalablement définis et communiqués à l'étudiant lors de son inscription à l'unité de formation « épreuve intégrée ».

**Art. 19.** L'attestation de réussite de l'unité de formation « épreuve intégrée » est délivrée à l'étudiant qui fait la preuve qu'il maîtrise à un niveau suffisant les compétences correspondant aux finalités de la section, telles que définies dans le dossier pédagogique de la section.

L'attestation de réussite, mentionne le degré de réussite par un pourcentage au moins égal à 60.

Dans l'appréciation du degré de réussite il n'est pas tenu compte des éventuelles activités d'enseignement préalables à l'épreuve.

**Art. 20.** Lorsqu'un étudiant est refusé, il peut à nouveau représenter l'épreuve intégrée dans un délai ne dépassant pas trois ans.

#### CHAPITRE IX. — De la sanction d'une section ne comportant pas d'unité de formation « épreuve intégrée »

**Art. 21.** Termine ses études avec succès l'étudiant qui a obtenu l'attestation de réussite de chacune des unités de formation constitutives de la section.

**Art. 22.** Les certificats délivrés à l'issue de la section portent l'une des mentions suivantes : fruit, satisfaction, distinction, grande distinction, la plus grande distinction, selon que le pourcentage final atteint au moins respectivement 50, 60, 70, 80, 90 %.

Ce pourcentage final est calculé à partir du pourcentage obtenu dans chacune des unités déterminantes. Pour ce calcul, chaque unité déterminante intervient proportionnellement au nombre de périodes qui lui est attribué dans l'horaire minimum.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le règlement d'ordre intérieur peut prévoir, pour les unités de formation dont l'horaire minimum est constitué de périodes de stage, une pondération qui ne soit pas directement proportionnelle au nombre de périodes indiqué dans l'horaire minimum. Cette disposition particulière est obligatoirement communiquée aux étudiants.

#### CHAPITRE X. — De la sanction d'une section comportant une épreuve intégrée

**Art. 23.** Termine ses études avec succès l'étudiant qui obtient au moins 60 % des points attribués à l'épreuve intégrée.

**Art. 24.** Les certificats délivrés à l'issue de la section portent l'une des mentions suivantes : fruit, satisfaction, distinction, grande distinction, la plus grande distinction, selon que le pourcentage final atteint au moins respectivement 50, 60, 70, 80, 90 %.

Dans ce pourcentage, l'épreuve intégrée intervient pour 1/3 et les unités déterminantes pour 2/3.

Pour ce calcul, chaque unité de formation déterminante intervient proportionnellement au nombre de périodes qui lui est attribué dans l'horaire minimum.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le règlement d'ordre intérieur peut prévoir, pour les unités de formation dont l'horaire minimum est constitué de périodes de stage, une pondération qui ne soit pas directement proportionnelle au nombre de périodes indiqué dans l'horaire minimum. Cette disposition particulière est obligatoirement communiquée aux étudiants.

#### CHAPITRE XI. — Du Conseil des études

**Art. 25.** Pour chaque unité de formation autre que l'épreuve intégrée, le Conseil des études comprend au moins un membre du personnel directeur de l'établissement et les membres du personnel enseignant chargés du groupe d'étudiants concernés.

Les membres étrangers à l'établissement visés à l'article 32, alinéa 2, du décret du 16 avril 1991 précité sont choisis, sur avis du Conseil des études, par le pouvoir organisateur ou son délégué en raison de leurs compétences par rapport aux finalités de l'unité de formation.

**Art. 26.** Pour la sanction d'une section comportant une unité de formation « épreuve intégrée » classée comme unité de formation de qualification, le Conseil des études élargi à des membres étrangers à l'établissement comprend :

- 1° au moins un membre du personnel directeur de l'établissement;
- 2° le(s) professeur(s) et/ou expert(s) chargé(s) de l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée »;
- 3° au moins un professeur ou expert de chaque unité de formation déterminante de la section;
- 4° des membres étrangers à l'établissement choisis, sur avis du Conseil des études, par le pouvoir organisateur ou son délégué en fonction de leurs compétences par rapport aux finalités de la section.

Tous ces membres ont voix délibérative.

Le Ministre peut mandater un délégué pour assister aux opérations d'évaluation. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative.

**Art. 27.** Pour la sanction d'une section faisant l'objet d'une convention entre plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale et comportant une unité de formation « épreuve intégrée » classée comme unité de formation de qualification, le Conseil des études élargi aux établissements comprend :

- 1° au moins un membre du personnel directeur de chaque établissement concerné;
- 2° le(s) professeur(s) et/ou expert(s) de l'unité de formation intitulée « épreuve intégrée »;
- 3° au moins un professeur ou expert de chacune des unités de formation déterminantes de la section. Pour chacune de ces unités, les membres appartiennent à l'établissement par lequel l'unité a été organisée;
- 4° des membres étrangers aux établissements concernés, choisis, sur avis du Conseil des études, d'un commun accord entre les chefs d'établissement concernés en fonction de leurs compétences par rapport aux finalités de la section.

Tous ces membres ont voix délibérative.

Le Ministre peut mandater un délégué pour assister aux opérations d'évaluation. Ce délégué veille au déroulement régulier des opérations. Il a voix consultative.

**Art. 28.** Lorsque le Conseil des études doit comprendre des membres étrangers à l'établissement, il se compose au minimum d'un tiers et au maximum de la moitié de membres étrangers à l'établissement. Dans le cas où le total des membres visés aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> des articles 26 ou 27 dépasse 6 unités, le nombre de membres visés au 4<sup>o</sup> peut être limité à trois.

**Art. 29.** La liste comportant les noms et qualités des membres du Conseil des études est annexée au procès-verbal de délibération.

**Art. 30.** Le directeur de l'établissement ou son délégué, membre du personnel directeur de son établissement, préside le Conseil des études.

Dans le cas visé à l'article 27, le Conseil est présidé par le chef d'établissement qui organise l'« épreuve intégrée » classée comme unité de formation de qualification.

#### CHAPITRE XII. — Des délibérations

**Art. 31. § 1er.** Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement dans le cas de l'enseignement organisé par la Communauté française fixe, dans les limites établies par le présent arrêté, le règlement d'ordre intérieur des Conseils des études.

§ 2. Ce règlement comporte notamment :

1<sup>o</sup> les modalités selon lesquelles sont prises en considération les évaluations faites en cours de formation pour le calcul du résultat final;

2<sup>o</sup> le coefficient éventuel fixant la valeur proportionnelle des épreuves ou tests;

3<sup>o</sup> les règles de délibération;

4<sup>o</sup> les règles selon lesquelles un étudiant peut consulter les épreuves ou tests qu'il a présentés par écrit;

5<sup>o</sup> la procédure à suivre en matière de présentation d'épreuves orales;

6<sup>o</sup> des précisions quant aux personnes ou instances chargées d'apprécier les cas de force majeure ou les motifs légitimes d'absence à l'épreuve intégrée.

§ 3. Ce règlement est porté à la connaissance des étudiants par voie d'affichage ou par communication du texte de celui-ci à l'étudiant qui en fait la demande.

§ 4. Pour délibérer valablement, deux tiers au moins des membres du Conseil des études visés aux articles 25, 26 ou 27 doivent être présents.

Le Conseil des études prend, autant que faire se peut, ses décisions sur la base d'un consensus. A défaut de consensus, les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

**Art. 32. § 1er.** Le président du Conseil des études clôt la délibération lorsqu'une décision a été prise pour tous les étudiants. Les décisions sont susceptibles d'être modifiées aussi longtemps que la délibération n'est pas clôturée.

Les résultats de la délibération sont publiés dans les vingt-quatre heures au tableau d'affichage de l'établissement.

§ 2. En cas de contestation écrite relative à une erreur matérielle et reçue dans un délai de quatre jours suivant la publication des décisions du Conseil des études, son président ou le délégué de celui-ci réunit, dans un délai maximum de quatre jours, le Conseil des études lorsque celui-ci n'est composé que de deux personnes ou, dans les autres cas, un Conseil restreint composé du président et de deux membres au moins.

**Art. 33.** Les délibérations du Conseil des études sont secrètes. Les décisions sont actées dans le procès-verbal.

#### CHAPITRE XIII. — Des sessions

**Art. 34.** Chaque établissement organise deux sessions pour l'« épreuve intégrée ». La seconde session est organisée dans un délai compris entre un et trois mois après la clôture de la première session.

Les étudiants qui n'ont pas pu participer à la première session pour des motifs jugés valables par les personnes ou instances visées à l'article 31, § 2, 6<sup>o</sup> du présent arrêté, sont autorisés à se présenter à la seconde session. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement fixe les modalités d'inscription à cette seconde session.

Si la même épreuve intégrée est organisée pour un autre groupe d'étudiants dans le délai visé au 1er alinéa, l'établissement n'est pas tenu d'organiser une épreuve particulière pour les étudiants ajournés. Les étudiants ajournés de même que les étudiants visés au 2e alinéa qui souhaitent participer à cette épreuve s'inscrivent à cette session trois semaines avant le début de celle-ci.

Les étudiants qui se présentent à la seconde session n'entraînent aucune charge pour le Trésor.

L'étudiant qui échoue en seconde session est refusé.

**Art. 35.** Nul ne peut présenter plus de quatre fois la même épreuve intégrée.

**Art. 36.** Lors de la première session d'une épreuve intégrée, le chef d'établissement peut refuser l'inscription d'un étudiant qui ne s'est pas inscrit au moins un mois avant le début de cette épreuve.

**Art. 37.** Lors de la sanction d'une unité autre que l'« épreuve intégrée », le chef d'établissement peut autoriser un étudiant ajourné à se présenter une seconde fois pour l'évaluation de ses capacités lors de l'évaluation finale de la même unité organisée pour un autre groupe d'étudiants.

Le chef d'établissement peut aussi organiser une seconde session.

#### CHAPITRE XIV. — Des certificats

**Art. 38.** Un certificat est délivré à l'étudiant qui termine ses études avec succès.

Il est signé par le président et au moins trois autres membres présents. Dans le cas où le Conseil comporte moins de quatre membres, y compris le président, le certificat est signé par chacun des membres. Le certificat ne peut être remis à son titulaire qu'après avoir été revêtu du sceau du Ministère, de la signature du Ministre ou de son délégué et de la signature du titulaire.

**Art. 39.** Le certificat précise, outre le titre, le pourcentage et la mention obtenus, le nombre total de périodes que comporte la section ainsi que leur répartition entre les différentes activités d'enseignement, telles qu'indiquées aux dossiers pédagogiques des unités de formation constitutives de la section.

Une attestation provisoire de réussite est délivrée à l'étudiant qui en fait la demande.

**Art. 40.** Pour les sections visées à l'article 27, le certificat mentionne en outre les établissements concernés par la convention.

Art. 41. Le Ministre est chargé de déterminer les modèles de certificats, de procès-verbaux de délibération et de préciser la manière de les compléter.

CHAPITRE XV. — *Dispositions finales.*

Art. 42. Les dispositions du présent arrêté ne portent pas préjudice à celles arrêtées par l'Exécutif en vue de la délivrance de titres relatifs à des professions faisant l'objet d'une réglementation particulière.

Art. 43. § 1. Chaque établissement tient pendant quatre ans à la disposition de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale :

- a) les travaux des épreuves écrites ayant servi de base à la sanction d'une unité de formation;
- b) les principales questions posées lors d'une épreuve orale;
- c) la description et les conditions de réalisation d'un travail ayant servi de base à la sanction d'une unité de formation.

Tous ces documents visés en b et c comporteront, outre la cote attribuée, la signature d'au moins un des membres du Conseil des études, au nom de celui-ci.

§ 2. Les procès-verbaux de la délibération sont conservés pendant trente ans.

Art. 44. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993.

Art. 45. Le Ministre du Gouvernement ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 1993.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 93 — 2218

[S-C — 29365]

20 JULI 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene studieregeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. de artikel 57, 108, 109, 110, de artikel 131 en 132;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 1993;

Gelet op het protocol van de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomite IX en van het Comite voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten d.d. 29 juni 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit geldt voor het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° decreet : het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het secundair onderwijs voor sociale promotie;

2° afdeling : een afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

3° opleidingseenheid : een opleidingseenheid van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

4° onderwijsactiviteiten :

a) theoretische lessen, toepassingen, praktische werken, laboratoriumwerk, didactische activiteiten, projecten en andere activiteiten die bij toepassing van de pedagogische dossiers georganiseerd worden;

b) de werken en projecten, op het einde van de studie uitgevoerd in een opleidingseenheid;

c) de stages bepaald in de pedagogische dossiers, individueel of in groepen georganiseerd en behoorlijk begeleid en geëvalueerd;

d) de behoorlijk begeleide en geëvalueerde beroepsgerichte opleidingsactiviteiten;

e) de zittingen, examens en toetsen;

f) het bijkomend gedeelte;

5° beroepsgerichte opleidingsactiviteiten : elke beroepsgerichte activiteit in samenwerking met de beroeps-kringen, erkend en geëvalueerd door de studieraad overeenkomstig de pedagogische dossiers;

6° zitting : een periode in het jaar tijdens welke de uiteindelijke evaluatie van een opleidingseenheid of afdeling plaatsvindt, de deliberatie en de kennisgeving van de uitslagen aan de studenten;

7° examen : een globale evaluatie van de gezamenlijke bekwaamheid die in een opleidingseenheid, bij die verrichting zou moeten verworven zijn;

8° toets : een evaluatieverrichting gericht op welbepaalde bekwaamheden;

9° eerste tiende : de datum waarop een tiende van de lestijden vermeld in het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid, werkelijk georganiseerd is;

10° 5e tiende : de datum waarop de helft van de lestijden, bepaald in het pedagogisch dossier van een opleidingseenheid, werkelijk georganiseerd zijn;

11° determinerende eenheid : elke opleidingseenheid die in het pedagogisch dossier van de afdeling voorkomt, rechtstreeks betrekking heeft op de tijdens de geïntegreerde examens geëvalueerde bekwaamheid en in aanmerking komt voor de bepaling van de vermelding op het studiebewijs;

12° bijkomend gedeelte : de vakken bedoeld in art. 54 van het decreet;

13° pedagogische dossiers : de dossiers bepaald bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de afdelingen en opleidingseenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, zoals gewijzigd;

14° de Minister : de Minister, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie

### HOOFDSTUK III. — *Onderwijsactiviteiten volgens het minimumrooster*

Art. 3. In de pedagogische dossiers worden die activiteiten vermeld in aantallen lestijden van 50 minuten.

Art. 4. De gezamenlijke activiteiten bedoeld in artikel 3 kunnen georganiseerd worden per uur. Dit behelst ten minste 50 minuten en kan verlengd worden met een willekeurig aantal minuten.

### HOOFDSTUK IV. — *De studenten*

Art. 5. In een opleidingseenheid kan als regelmatig student, zoals bedoeld in artikel 35 van het decreet van 16 april 1991, toegelaten worden hij die bij het eerste tiende van de opleidingseenheid voldoet aan de vereisten gesteld bij dit besluit en bij de andere wets- en reglementsbepalingen ter zake en die de onderwijsactiviteiten nauwgezet volgt.

Art. 6. Een student voldoet aan de vereiste van artikel 5 qua nauwgezetheid, als hij niet afwezig is, zonder geldige reden, gedurende meer dan twee tiende van de onderwijsactiviteiten waarvan hij niet vrijgesteld is.

Rekening houdend met het huishoudelijk reglement van de inrichting oordeelt het inrichtingshoofd of zijn gemachtigde over de geldigheid van de aangevoerde redenen. Voor de werkingstoelagen in het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, moet de student ook voldaan hebben aan de vereiste qua nauwgezetheid tussen het eerste en het vijfde tiende.

Art. 7. De Studieraad kan een student op diens verzoek vrijstellen van een gedeelte van de onderwijsactiviteiten van een opleidingseenheid als hij met goed gevolg onderwijsactiviteiten gevolgd heeft die met ten minste gelijkwaardige bekwaamheden overeenstemmen. De student moet echter examens afleggen over die bekwaamheden.

De vrijstelling wordt opgetekend in een proces-verbaal ondertekend door de leden van de Studieraad : het wordt ten zetel van de inrichting bewaard gedurende twee jaar en moet op elk ogenblik kunnen voorgelegd worden aan de leden van de inspectie- en verificatiediensten voor het onderwijs voor sociale promotie.

De student die van een gedeelte van de onderwijsactiviteiten vrijgesteld is, wordt beschouwd als regelmatig ingeschreven student, die voldoet aan de vereiste qua nauwgezetheid voor die onderwijsactiviteiten van de opleidingseenheid.

### HOOFDSTUK V. — *Voorwaarden voor toelating tot een opleidingseenheid*

Art. 8. § 1. De aanvankelijke bekwaamheid vereist voor toelating tot een opleidingseenheid of de bekwaamheidsbewijzen die ervoor gelden, worden vermeld in de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden, overeenkomstig artikel 6 van voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991.

De Studieraad kan oordelen dat een of meer studiebewijzen, buiten die bedoeld in het 1e lid, het bewijs van de vereiste aanvankelijke bekwaamheid leveren. Documenten uitgereikt door de erkende opleidingscentra of -instellingen, bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 8 juli 1993 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, kunnen bij beslissing van de Studieraad gelden als bewijs van de in het 1e lid bedoelde aanvankelijke bekwaamheid.

Die Raad kan ook rekening houden met documenten waaruit beroepservaring blijkt, om te erkennen dat de kandidaat de aanvankelijke bekwaamheid bezit.

Wanneer de betrokkene geen bewijs of document kan voorleggen of wanneer de Studieraad ze onvoldoende acht, gaat deze bedoelde bekwaamheden na door examens of toetsen.

§ 2. De Studieraad gaat voor het eerste tiende na of de toelatingsvoorwaarden vervuld zijn. Voor elke student die zich nadien inschrijft, wordt zulks bij de inschrijving nagegaan.

§ 3. Voor de toelating tot de opleidingseenheid « geïntegreerd examen » moet er geen examen of toets afgelegd worden.

§ 4. De Studieraad kan bij met redenen omklede beslissing een student, die houder is van het attest van welslagen voor een opleidingseenheid, toestaan hiervoor een nieuwe inschrijving te nemen.

Art. 9. De beslissingen die de Studieraad treft krachtens artikel 8 zijn definitief. Ze worden opgetekend in notulen die door elk van de leden van de raad ondertekend worden. De notulen worden twee jaar bewaard ten zetel van de inrichting en moeten te allen tijde voorgelegd kunnen worden aan de leden van de inspectie- en verificatiediensten voor het onderwijs voor sociale promotie.

### HOOFDSTUK VI. — *Voorwaarden voor deelneming aan het geïntegreerd examen*

Art. 10. Om aan het geïntegreerd examen deel te nemen moet de student regelmatig ingeschreven zijn voor de gelijknamige opleidingseenheid en titularis zijn van attesten waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor alle andere opleidingseenheden die deel uitmaken van de afdeling, ongeacht de inrichting voor sociale promotie die bedoelde attesten uitgereikt heeft. De maximumtermijn tussen de uitreiking en de inaanmerkingneming van die attesten voor de deelneming aan het geïntegreerd examen wordt vermeld in het pedagogisch dossier van voormelde opleidingseenheid. De wijze van inschrijving en de termijn voor inschrijving voor dat examen worden door de Studieraad bepaald en aan de studenten meegedeeld.

Art. 11. Onder dezelfde voorwaarden komen in aanmerking voor deelneming aan het geïntegreerd examen de attesten waaruit blijkt dat de student geslaagd is voor opleidingseenheden en die uitgereikt zijn op grond van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 8 juli 1993 houdende de modaliteiten voor erkenning van de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

#### HOOFDSTUK VII. — *Bekrachtiging van een andere opleidingseenheid dan het geïntegreerd examen*

**Art. 12.** Bij de uitreiking van het attest van welslagen houdt de studieraad enkel rekening met de minimumrooster, bepaald in het pedagogisch dossier bedoeld in artikel 7 van voormeld besluit van 18 november 1991.

**Art. 13.** Het attest van welslagen wordt door de Studieraad uitgereikt voor bekwaamheden die overeenstemmen met de eindtermen van de opleidingseenheid, bepaald in het pedagogisch dossier.

Daartoe beraadslaagt de studieraad rekening houdend :

1° met de gegevens inzake vormende en doorlopende evaluatie die hij aangestipt heeft;

2° met stukken uitgereikt door de erkende opleidingscentra en -instellingen, bedoeld in artikel 8 van dit besluit, de beroepservaring of gegevens inzake persoonlijke vorming, die behoorlijk getoetst werden.

**Art. 14.** Het attest van welslagen voor de opleidingseenheid wordt toegekend aan de student die bewijst dat hij de bekwaamheden overeenstemmend met de eindtermen van die eenheid, bepaald in het pedagogisch dossier, op een voldoende hoog niveau verworven heeft.

**Art. 15.** De Studieraad beslist over het welslagen van de student, rekening houdend met het niveau van de verworven kennis, kundigheid en gedragingen, die een samenhangend geheel vormen in de eenheid, niet met elk van de samenstellende onderwijsactiviteiten. Het attest van welslagen dat uitgereikt wordt, vermeldt de graad, door een percentage dat ten minste gelijk is aan 50.

De graad van welslagen blijkt uit de doorlopende evaluatie eventueel aangevuld met de uiteindelijke evaluatie van elke onderwijsactiviteit.

**Art. 16.** De Studieraad kan een student voorlopig of definitief afwijzen. In laatstgenoemd geval moet de beslissing gemotiveerd worden. In het eerste geval bepaalt de raad de leerstof die het voorwerp is van het 2e examen en de datum van dat examen.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Bekrachtiging van een opleidingseenheid « geïntegreerd examen »*

**Art. 17.** De opleidingseenheid « geïntegreerd examen » wordt bekrachtigd door een globaal examen, dat de vorm kan aannemen van een concreet probleem, een project, een synthese, een monografie of een praktische uitvoering met commentaar.

Het examen maakt het mogelijk, na te gaan of de student op synthetische wijze de bekwaamheden vereist voor de determinerende eenheden, vermeld in het pedagogisch dossier van de afdeling, verworven heeft.

§ 2. Het geïntegreerd examen wordt afgelegd voor de Studieraad. Het omvat geen stelselmatige ondervraging over de kennis van de leerstof in elke samenstellende eenheid van de afdeling, maar wel over de theoretische grondslag van de gekozen oplossing. Wanneer sommige determinerende eenheden beroepspraktijk, laboratoriumwerk of technische vakken en beroepspraktijk omvatten, moet de ondervraging op die activiteiten slaan.

**Art. 18.** De Studieraad bepaalt de manier waarop het examen verloopt : dit kan één of meer fasen omvatten. De Studieraad baseert zijn beoordeling op criteria die vooraf bepaald zijn en aan de student meegegeed worden bij zijn inschrijving voor de opleidingseenheid « geïntegreerd examen ».

**Art. 19.** Het attest van welslagen van de opleidingseenheid « geïntegreerd examen » wordt uitgereikt aan de student die bewijst dat hij de bekwaamheden overeenstemmend met de eindtermen van de afdeling, bepaald in het pedagogisch dossier van de afdeling, in voldoende mate verworven heeft. Het attest vermeldt de graad van welslagen, uitgedrukt in een percentage dat ten minste gelijk is aan 60. Bij de vaststelling van die graad wordt geen rekening gehouden met onderwijsactiviteiten die het examen voorafgingen.

**Art. 20.** Een afgewezen student mag het geïntegreerd examen opnieuw afleggen binnen een termijn van ten hoogste drie jaar.

#### HOOFDSTUK IX. — *Bekrachtiging van een afdeling zonder opleidingseenheid « geïntegreerd examen »*

**Art. 21.** De student die een attest van welslagen bekomen heeft voor elk van de opleidingseenheden die deel uitmaken van de afdeling, beëindigt zijn studie met goed gevolg.

**Art. 22.** De getuigschriften uitgereikt na afloop van de afdeling dragen één van volgende vermeldingen : met goed gevolg, voldoende, onderscheiding, grote onderscheiding, de grootste onderscheiding, naargelang het eindpercentage ten minste 50, 60, 70, 80 of 90 % bedraagt.

Het eindpercentage wordt berekend uitgaande van het percentage voor elk van de determinerende eenheden. Elk van deze eenheden telt bij deze berekening mee in verhouding tot het aantal lestijden die in het minimumrooster aan die eenheid toegekend zijn. In afwijking van vorig lid kan het huishoudelijk reglement voor de opleidingseenheden waarvan het minimumrooster bestaat uit stageuren, voorzien in een afweging die niet rechtstreeks in verhouding staat tot het aantal lestijden in het minimumrooster. Die bijzondere bepaling moet aan de studenten meegegeed worden.

#### HOOFDSTUK X. — *Bekrachtigingen van een afdeling met een « geïntegreerd examen »*

**Art. 23.** De student dit ten minste 60 % behaalt van de punten voor het geïntegreerd examen beëindigt zijn studie met goed gevolg.

**Art. 24.** De getuigschriften uitgereikt na afloop van de afdeling dragen één van volgende vermeldingen : met goed gevolg, voldoende, onderscheiding, grote onderscheiding, de grootste onderscheiding, naargelang het eindpercentage ten minste 50, 60, 70, 80 of 90 % bedraagt.

In het eindpercentage telt het geïntegreerd examen mee voor 1/3, de samenstellende eenheden voor 2/3. Elk van deze eenheden telt bij deze berekening mee in verhouding tot het aantal lestijden die in het minimumrooster aan die eenheid toegekend zijn.

In afwijking van vorig lid kan het huishoudelijk reglement voor de opleidingseenheden waarvan het minimumrooster bestaat uit stageuren, voorzien in een afweging die niet rechtstreeks in verhouding staat tot het aantal lestijden in het minimumrooster. Die bijzondere bepaling moet aan de studenten meegegeed worden.

#### HOOFDSTUK XI. — *De Studieraad*

**Art. 25.** Voor elke opleidingseenheid buiten het geïntegreerd examen omvat de Studieraad ten minste een lid van het bestuurspersoneel van de inrichting en de leerkrachten belast met de betrokken groep studenten. De leden die niet tot de inrichting behoren en bedoeld worden in artikel 32, 2e lid van voormeld decreet van 16 april 1991, worden op advies van de studieraad gekozen door de inrichtende macht of de gemachtigde ervan, wegens hun bevoegdheid i.v.m. de eindtermen van de opleidingseenheid.

**Art. 26.** Voor de bekrachtiging van een afdeling met een opleidingseenheid « geïntegreerd examen », ingedeeld als kwalificatieëenheid, omvat de Studieraad, uitgebreid met leden die niet tot de inrichting behoren :

- 1° ten minste een lid van het bestuurspersoneel van de inrichting;
- 2° de leraar(s) en/of deskundige(n) belast met de opleidingseenheid « geïntegreerd examen »;
- 3° ten minste een leraar of deskundige van elke determinerende opleidingseenheid van de afdeling;
4. leden die niet tot de inrichting behoren en op advies van de Studieraad door de inrichtende macht of de gemachtigde ervan gekozen werden wegens hun bevoegdheid i.v.m. de eindtermen van de afdeling.

Al die leden zijn stemgerechtigd.

De Minister kan een afgevaardigde machtigen om de evaluatie bij te wonen. Die afgevaardigde ziet toe op het regelmatig verloop van de verrichtingen en heeft raadgevende stem.

**Art. 27.** Voor de bekrachtiging van een afdeling waarover een overeenkomst gesloten is tussen verschillende onderwijsinrichtingen voor sociale promotie en die een eenheid « geïntegreerd examen » omvat, ingedeeld als kwalificatieëenheid, omvat de tot de inrichtingen uitgebreide Studieraad :

- 1° ten minste een lid van het bestuurspersoneel van elke betrokken inrichting;
- 2° de leraar(s) en/of deskundige van elke determinerende opleidingseenheid van de afdeling; voor elk van die eenheden behoren de leden tot de inrichting die de eenheid georganiseerd heeft;
- 3° ten minste een leraar of deskundige van elke determinerende opleidingseenheid van de afdeling. Voor elke opleidingseenheid behoren de leden tot de inrichting die de eenheid organiseerde;
- 4° leden die niet tot de betrokken inrichtingen behoren en op advies van de Studieraad in gemeen overleg door de betrokken inrichtingshoofden gekozen werden wegens hun bevoegdheid i.v.m. de eindtermen van de afdeling.

Al die leden zijn stemgerechtigd.

De Minister kan een afgevaardigde machtigen om de evaluatie bij te wonen. Die afgevaardigde ziet toe op het regelmatig verloop van de verrichtingen en heeft raadgevende stem.

**Art. 28.** Wanneer de Studieraad leden moet omvatten die niet tot de inrichting behoren, bestaat hij ten minste voor een derde en ten hoogste voor de helft uit zulke leden. Mocht het totaal van de in 1, 2 of 3 van de artikelen 26 en 27 bedoelde leden meer dan 6 bedragen, dan kan het aantal van de in 4 bedoelde leden beperkt worden tot 3.

**Art. 29.** De lijst met naam en hoedanigheid van de leden van de Studieraad wordt gevoegd bij het proces-verbaal van de deliberatie.

**Art. 30.** De directeur van de inrichting of zijn gemachtigde, lid van het bestuurspersoneel van zijn inrichting, zit de Studieraad voor. In het in artikel 27 bedoelde geval wordt de Raad voorgezeten door het hoofd van de inrichting die het als kwalificatieëenheid ingedeelde geïntegreerd examen organiseert.

#### HOOFDSTUK XII. — *De deliberatie*

**Art. 31. § 1.** De inrichtende macht of, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, het inrichtingshoofd bepaalt, binnen de bij dit besluit bepaalde perken, het huishoudelijk reglement van de Studieraden.

§ 2. Dit reglement bepaalt o.m. :

- 1° de wijze van inaanmerkingneming van de evaluatie, verricht tijdens de opleiding, voor de berekening van de einduitslag;
- 2° de eventuele coëfficiënt voor de proportionele waarde van de examens of toetsen;
- 3° de regeling van de deliberatie;
- 4° de regels voor de inzage, door de student, van de schriftelijke examens of toetsen die hij afgelegd heeft;
- 5° de procedure voor het afleggen van mondelinge examens;
- 6° de personen of instellingen die gevallen van overmacht of wettige redenen om afwezig te zijn bij het geïntegreerd examen moeten beoordelen.

§ 3. Dit reglement wordt ter kennis gebracht van de studenten, door aanplakking of door mededeling van de tekst aan de student die erom verzoekt.

§ 4. Om geldig te beraadslagen moeten ten minste twee derde van de leden van de Studieraad, bedoeld in de artikel 25, 26 of 27 aanwezig zijn. De studieraad treft zoveel mogelijk beslissingen bij consensus. Zoniet beslist hij bij volstreekte meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 32. § 1.** De voorzitter van de Studieraad sluit de deliberatie wanneer voor alle studenten een beslissing genomen is. De beslissingen kunnen gewijzigd worden zolang de deliberatie niet gesloten is. De uitslagen van de deliberatie worden binnen 24 uur *ad valvas* bekendgemaakt.

§ 2. Wanneer een bezwaarschrift ingediend is betreffende een materiële vergissing en binnen de vier dagen na de bekendmaking van de beslissingen van de Studieraad ontvangen werd, roept de voorzitter of zijn gemachtigde binnen de vier dagen de Studieraad bijeen wanneer die maar uit twee leden bestaat of, in de andere gevallen, een beperkte Raad bestaande uit de voorzitter en ten minste twee leden.

**Art. 33.** De deliberatie van de Studieraad is geheim. De beslissingen worden in het proces-verbaal opgetekend.

#### HOOFDSTUK XIII. — *De examenzittingen*

**Art. 34.** Elke inrichting organiseert twee zittingen voor het geïntegreerd examen. De tweede vindt plaats ten vroegste één maand en ten laatste drie maanden na de sluiting van de eerste.

De studenten die niet aan de eerste zitting konden deelnemen om redenen die in artikel 31, § 2, 6° van dit besluit bedoelde personen of instellingen wettig bevonden, mogen zich voor de 2e zitting aanmelden. Het huishoudelijk reglement van de inrichting bepaalt de wijze van inschrijving voor die 2e zitting.

Als hetzelfde geïntegreerd examen georganiseerd wordt voor een andere groep studenten binnen de in het 1e lid bedoelde termijn moet de inrichting geen apart examen organiseren voor de voorlopig afgewezen studenten. Dezen en zij die in het 2e lid bedoeld worden en aan dat examen wensen deel te nemen, schrijven zich voor die zitting in, drie weken voor de aanvang ervan.

De studenten die aan de 2e zitting deelnemen, brengen voor de Schatkist geen lasten teweeg.

De student die voor de 2e zitting niet slaagt wordt afgewezen.



**Art. 35.** Niemand kan hetzelfde geïntegreerd examen meer dan viermaal afleggen.

**Art. 36.** Voor de eerste zitting van een geïntegreerd examen kan het inrichtingshoofd de inschrijving weigeren van een student die zich niet ten minste één maand voor het begin van dat examen ingeschreven heeft.

**Art. 37.** Bij de bekrachtiging van een andere eenheid dan het geïntegreerd examen kan het inrichtingshoofd een voorlopig afgewezen studenten toestaan, zich een tweede maal aan te melden voor de evaluatie van zijn bekwaamheden bij de uiteindelijke evaluatie van dezelfde eenheid voor een andere groep studenten. Het inrichtingshoofd kan ook een 2e zitting organiseren.

#### HOOFDSTUK XIV. — De getuigschriften

**Art. 38.** De student die met goed gevolg zijn studie beëindigt ontvangt een getuigschrift, ondertekend door de voorzitter en ten minste drie andere aanwezige leden. Als de Raad minder dan vier leden telt, de voorzitter inbegrepen, wordt het getuigschrift door elk van de leden ondertekend. Het wordt aan de titularis overhandigd nadat het voorzien is van de stempel van het Ministerie, de handtekening van de Minister of diens gemachtigde en de handtekening van de titularis.

**Art. 39.** Het getuigschrift vermeldt de titel, het behaalde percentage, de verkregen vermelding, het totaal aantal lestijden in de afdeling, de verdeling ervan over de verschillende onderwijsactiviteiten voorkomend in de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden die de afdeling samenstellen. Een voorlopig attest van wetslagen wordt aan de student op diens verzoek uitgereikt.

**Art. 40.** Voor de in artikel 27 bedoelde afdelingen vermeldt het getuigschrift ook de inrichtingen die de overeenkomst onderschreven hebben.

**Art. 41.** De Minister wordt gelast, de modellen van de getuigschriften en van de procesverbalen van deliberatie vast te stellen en de wijze te bepalen waarop ze moeten ingevuld worden.

#### HOOFDSTUK XV. — Slotbepalingen

**Art. 42.** De bepalingen van dit besluit doen geen afbreuk aan die, getroffen door de Executieve voor de uitreiking van bekwaamheidsbewijzen betreffende beroepen die het voorwerp van een bijzondere regeling zijn.

**Art. 43. § 1.** Elke inrichting houdt vier jaar lang ter beschikking van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie :

a) de kopijen van de schriftelijke examens die als grondslag dienden voor de bekrachtiging van een opleidingseenheid;

b) de voornaamste vragen, gesteld tijdens een schriftelijk examen;

c) de beschrijving en voorwaarden voor de uitvoering van een werk dat als grondslag diende voor de bekrachtiging van een onderwijseenheid.

De in b en c bedoelde documenten vermelden het toegekende waardecijfer en zijn voorzien voor de handtekening van ten minste een lid van de Studieraad, in naam van die Raad.

§ 2. De notulen van de deliberatie worden dertig jaar bijgehouden.

**Art. 44.** Dit besluit treedt in werking op 1 september

**Art. 45.** De Minister onder wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie ressorteert, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg  
en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 9 septembre 1993, produisant ses effets le 16 août 1993, est acceptée la démission de M. Geyskens, F., de ses fonctions de juge suppléant au tribunal de police de Hasselt.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 10 septembre 1993, démission honorable de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce d'Anvers, est accordée, à sa demande, à M. Plancke, G.

Par arrêté royal du 10 septembre 1993, démission de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce d'Anvers, est accordée, à sa demande, à M. Van Loon, L.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 9 september 1993, dat uitwerking heeft met ingang van 16 augustus 1993, is aan de heer Geyskens, F., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in de politierechtbank te Hasselt.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 10 september 1993 is aan de heer Plancke, G., op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Antwerpen.

Bij koninklijk besluit van 10 september 1993 is aan de heer Van Loon, L., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Antwerpen.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.